

Mobilisation

Internes : «Si on parle de nos failles, on ne sera pas un bon médecin»

Article réservé aux abonnés

La pandémie de Covid-19 en France dossier ▾

L'intersyndicale nationale appelle à une grève «illimitée» dès ce vendredi pour réclamer un décompte officiel de leurs horaires, qui dépassent de loin le cadre réglementaire. Sans vraiment croire à un élan massif, beaucoup finissant par banaliser des situations indécentes.



Une enquête réalisée par l'Insi en 2020 estime le temps de travail moyen des internes à 58,4 heures par semaine. Ici, une manifestation contre la réforme des retraites du corps médical, à Nice en 2019. (Laurent CARRE/Libération)

par [Anaïs Moran](#)

publié le 17 juin 2021 à 21h55

Le sujet est douloureux. A la limite du tabou. A l'hôpital, des internes en médecine souffrent d'être soignants. La problématique n'est pas nouvelle mais puisque rien ne change malgré la réglementation, malgré les suicides, malgré une crise du Covid terrassante, l'Intersyndicale nationale des internes (Isni) appelle à une grève «illimitée» dès ce vendredi, doublée d'une manifestation dans les rues de Paris le lendemain. Sa revendication : qu'un décompte officiel du temps de travail des internes soit réalisé par leur ministère de tutelle pour que, enfin, les horaires indécents appliqués dans certains services soient sanctionnés. Depuis 2015, un décret impose une durée maximale de 48 heures hebdomadaires. Une enquête interne de l'Isni réalisée en 2020 estime le temps de travail moyen des internes à 58,4 heures par semaine. Des spécialités atteignent des sommets effarants : 82 heures en neurochirurgie, 76 pour l'urologie, 74 en chirurgie vasculaire, 69 pour la gynécologie obstétrique, 61 en anesthésie réanimation. «*La première violence faite aux internes, c'est le temps de travail*, argue Gaétan Casanova, président de l'Intersyndicale. *Calculez ce qu'il reste à ces jeunes médecins pour manger et dormir. Pour tenir debout.*»

«65 heures par semaine, comme un bon petit larbin»

Olivia, 26 ans, interne en médecine d'urgence à Paris, sera dans la rue. «*Sur mes quatre semestres de stage, j'en ai connu deux d'une violence inouïe. A 65 heures par semaine, comme un bon petit larbin.*» Olivia s'est écroulée au mois de mars, burn-out. «*Ça suffit d'endurer une pénibilité extrême au travail et de souffrir en silence. Au moins cinq camarades se sont suicidés depuis le début de l'année. On ne peut plus*

envoyer à la mort des gens qui se forment au prétexte que l'hôpital ne peut fonctionner sans eux.» Mais malgré ce constat, tout laisse à penser que ses camarades, quasi 30 000 en France, n'iront pas massivement porter leur voix.

«*Personnellement, je suis trop à bout pour puiser une quelconque énergie. Quand on est à la limite de la rupture, cela implique des arbitrages. Je préfère mettre mes dernières forces pour sauver ma vie personnelle, même si cela peut paraître égoïste*», témoigne Lucien (1), 28 ans, interne en chirurgie digestive dans l'est de la France. Certains ont fini par interioriser l'anormalité de la situation, banaliser l'apprentissage dans la souffrance. «*Dès la première année, on est conditionnés à travailler comme des bourrins sans broncher*, analyse Alexandra, formée à la médecine interne depuis deux ans. *Notre vie est dictée par des concours, dans lesquels nous devons être le meilleur, le plus endurant. C'est un formatage qui nous fait croire que si on ose parler de nos failles, on ne sera pas un bon médecin. Alors on se tait. Certains de mes co-internes souffrent, mais jamais ils n'iront broncher ou manifester.*» Pour Amine, spécialisé en médecine générale à Marseille, persiste aussi un «*esprit féodal*» à l'hôpital : «*Il existe des faiseurs de roi, des chefs de service avec un grand pouvoir sur l'avenir des internes. Je pense que cela joue sur leur manque d'élan collectif et revendicatif.*»

Situations hors des clous

Est-ce pour toutes ces raisons que le ministère de la Santé ne se sent pas pressé de décompter les heures ? En a-t-il la volonté ? Dans le discours, Olivier Véran, lui-même ancien porte-parole de l'Insi, souhaite traquer les situations hors des clous. «*La limite des 48 heures n'est toujours pas respectée. Cela n'est plus acceptable. Trop de drames ont eu lieu*», déclarait-il l'an passé. En réalité, un recensement exhaustif et national du décompte horaire des internes ne fait pas partie des plans, seule une vérification du respect réglementaire «*dans certains lieux de stage et certains services*» est prévue cet été, informe le cabinet à *Libération*. Le rapport se voudra «*précis*», assure-t-on au ministère, mais tout apparaît déjà bien limité, car le projet semble vouloir contrôler le respect des huit demi-journées de stage mentionnées dans le décret, et non les 48 heures.

«*Une vraie politique de l'autruche. Suivant le service, une demi-journée de présentiel peut être de 4 heures comme de 8 heures. Ne pas réellement compter les horaires, c'est éviter de se prendre la réalité de plein fouet*», fulmine Laurence Feray-Marbach, à la tête de la Ligue pour la santé des étudiants et internes en médecine (Lipseim). En 2019, cette mère a perdu sa fille Elise, interne en hépato-gastro-entérologie à Lyon. «*Elle est morte à cause du travail, pour avoir été trop fragilisée, et non parce qu'elle était fragile*, clame-t-elle. *Tout ça doit cesser.*»

La tentation du privé

Surtout, «*quitte à repenser l'hôpital après cette crise inédite, autant ne pas mettre les internes de côté*», revendique Alexandra. *Tout est enchevêtré. Les chefs de service subissent des pressions d'une administration qui se pense comme une entreprise, et les internes en bas de la pyramide subissent la pression de l'ensemble du système. L'Etat devrait prendre soin de ses internes. A force d'être dégoûtés de l'hôpital public, les nouvelles générations de médecins vont fuir dans le privé.*» Amine, très présent sur les réseaux sociaux, veut croire en un sursaut : «*Je reçois de plus en plus de messages de camarades qui témoignent de leur mal-être. Le Covid a semé une graine collective. Nous ne sommes pas encore très bruyants, mais j'ai le sentiment que la révolte ne fait que commencer.*»

(1) Le prénom a été modifié.